



AVENANT À L'ACCORD DU 15 DÉCEMBRE 2014 RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

ENTRE :

- La Fédération Nationale de l'Information d'Entreprise, de la Gestion de créances et de l'Enquête Civile (FIGEC) ;
- Le Syndicat des Acteurs du Recouvrement (SAR) ;
- Les Services Intégrés du Secrétariat et des Téléservices (SIST) ;
- Le Syndicat National des Prestataires de Services d'Accueil (SNPA) ;
- Le Syndicat National des Organismes et Réalisateurs d'Actions Promotionnelles et Commerciales (SORAP) ;
- Le Syndicat des Professionnels des Centres de Contact (SP2C) ;
- Le Syndicat National des Professionnels de l'Hébergement (SYNAPHE).

ET :

- La CFDT-F3C ;
- La CFE-CGC FNECS ;
- La CFTC-CSFV ;
- La Fédération CGT des Sociétés d'Études ;
- La FEC-FO Services ;
- SUD-SOLIDAIRES.

Handwritten signatures and initials in blue ink, including 'CP', 'FEC', 'SUD', 'FA', and 'S'.

Préambule

L'accord relatif au régime de Prévoyance du 15 décembre 2014 rappelle, dans son article 3, que l'ensemble des salariés sont bénéficiaire du régime de Prévoyance qui comporte diverses garanties.

Ces garanties sont définies dans l'article 4 de l'accord susvisé et certaines d'entre elles, comme les répartitions des cotisations au régime visées pour leur part à l'article 6 du même accord, ont fait l'objet d'une distinction selon certaines catégories objectives de salariés.

Ainsi, avant la date d'entrée en vigueur du présent avenant, plusieurs garanties du régime de Prévoyance visaient, par référence au Code de la sécurité sociale et à la convention collective nationale (CCN) de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, les catégories objectives de salariés suivantes :

- Personnel non affilié à l'AGIRC ;
- Personnel affilié à l'AGIRC.

L'entrée en vigueur de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 17 novembre 2017 relatif au régime AGIRC-ARRCO de retraite complémentaire suppose une révision des définitions jusqu'alors retenues par les partenaires sociaux au niveau de la branche.

Conformément aux termes du décret n°2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, la branche s'est rapprochée de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) aux fins d'obtenir un agrément permettant de retenir les nouvelles définitions des catégories objectives de salariés bénéficiaires des garanties du régime de Prévoyance.

Cet agrément a été obtenu le 17 mai 2023.

Il confirme dans un premier l'inexistence, au sein de la branche, de salariés relevant de l'article 2.2 de l'ANI susvisé.

L'agrément valide dans un second temps l'identification comme catégorie objective des salariés ex-article 36 au sens de la CCN du 14 mars 1947 en autorisant, y compris sous forme d'application volontaire au niveau des entreprises, l'assimilation à la catégorie des cadres des techniciens et agents de maîtrise, c'est-à-dire des salariés relevant des niveaux 4, 5 et 6 de la classification professionnelle en vigueur.

C'est au regard de ces éléments que les partenaires sociaux se sont réunis aux fins de mettre à jour, par l'intermédiaire du présent, la définition des catégories objectives de salariés bénéficiaires des garanties de Prévoyance en vigueur à date.

Handwritten signatures and initials:
- Blue ink signature: *AKF*
- Blue ink initials: *pen*
- Blue ink initials: *MC*
- Blue ink initials: *13*
- Blue ink initials: *sc*
- Blue ink initials: *set*

Article 1 – Champ d’application

Le champ d’application du présent avenant est identique à celui de la convention nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire du 13 août 1999 tel que défini dans son article premier.

Ce champ est également identique à celui de l’accord relatif au régime de Prévoyance du 15 décembre 2014 que le présent avenant vient modifier et compléter.

Article 2 – Définition des catégories objectives de salariés bénéficiaires des garanties

Article 2-1 – Nouvelle définition des catégories objectives de bénéficiaires

Compte tenu notamment des dispositions du décret n°2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d’une couverture de protection sociale complémentaire collective, il est arrêté, pour la mise en œuvre des garanties de Prévoyance complémentaire en vigueur à la date du présent avenant, les catégories objectives suivantes :

- Les salariés cadres au sens de l’article 2.1 de l’ANI du 17 novembre 2017 ainsi que ceux ayant fait l’objet d’un agrément de l’APEC ;
- Les salariés non-cadres qui ne relèvent pas de l’article 2.1 de l’ANI du 17 novembre 2017 ainsi que ceux n’ayant pas fait l’objet d’un agrément de l’APEC.

Il est expressément précisé que l’agrément APEC du 17 mai 2023 a validé la faculté faite aux entreprises de la branche d’intégrer à la catégorie objective des salariés cadres, les personnels affiliés à l’ex-article 36 de la CCN du 14 mars 1947, soit les techniciens et agents de maîtrise relevant des niveaux 4, 5 et 6 de la classification professionnelle en vigueur.

Cet ensemble de salariés a effectivement été agréé comme une catégorie objective selon les termes de l’agrément susvisé.

Il est rappelé aux entreprises que la possibilité qui leur est laissée d’intégrer ou non les salariés susvisés à la catégorie des salariés cadres susvisés est sans conséquence sur le caractère objectif et obligatoire du régime de Prévoyance.

En toute hypothèse et conformément aux termes historiques du régime conventionnel de Prévoyance, les entreprises peuvent donc maintenir, en application du présent avenant, le bénéfice des dispositions propres aux cadres pour les salariés ex-article 36 qui en bénéficiaient jusqu’alors.

Au regard de ce qui précède, l’article 3, intitulé « Bénéficiaires des garanties du régime de prévoyance » de l’accord du 15 décembre 2014 est en conséquence modifié comme suit :

« Bénéficiaire du présent régime l’ensemble des salariés des entreprises relevant du champ d’application de la convention collective nationale des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire titulaires d’un contrat de travail ou dont le contrat de travail est suspendu pour maladie ou accident ou dont la suspension du contrat de travail prévue par le code du

Handwritten signatures and initials: "off", "MC", "90", "FA", "SC", "S"

travail donne lieu à un maintien de leur rémunération par l'employeur et/ou au versement d'indemnités journalières financées au moins pour partie par l'employeur.

La notion de salarié s'entend pour tous les bénéficiaires d'un contrat de travail, qu'il soit à durée déterminée ou indéterminée.

Les salariés bénéficiaires du régime peuvent être distingués, en application du présent accord, en deux catégories objectives définies comme suit :

- Les salariés cadres au sens de l'article 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017 ainsi que ceux ayant fait l'objet d'un agrément de l'APEC ;
- Les salariés non-cadres qui ne relèvent pas de l'article 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017 ainsi que ceux n'ayant pas fait l'objet d'un agrément de l'APEC.

Les entreprises peuvent déroger, par acte juridique interne, à l'extension du régime des salariés cadres au bénéfice des salariés ayant fait l'objet de l'agrément de l'APEC »

Article 2-2 – Dispositions modifiées

Les anciennes références conventionnelles aux définitions de catégories objectives de salariés sont modifiées au regard des termes de l'article 2-1 susvisé.

Ainsi, à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant, les mentions « ensemble du personnel non affilié à l'AGIRC » et « ensemble du personnel affilié à l'AGIRC » des articles 4.3.2 et 6.1 de l'accord du 15 décembre 2014 sont respectivement modifiées par les mentions « salariés non-cadres, qui ne relèvent pas des articles 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017 ainsi que ceux n'ayant pas fait l'objet d'un agrément de l'APEC » et « salariés cadres, au sens de l'article 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017 ainsi que ceux ayant fait l'objet d'un agrément de l'APEC ».

De la même manière, les mentions « salariés non affiliés à l'AGIRC » et « salariés affiliés à l'AGIRC » de l'article 6.2 de l'accord du 15 décembre 2014 sont respectivement modifiées par les mentions « salariés non-cadres, qui ne relèvent pas des articles 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017 ainsi que ceux n'ayant pas fait l'objet d'un agrément de l'APEC » et « salariés cadres, au sens de l'article 2.1 de l'ANI du 17 novembre 2017 ainsi que ceux ayant fait l'objet d'un agrément de l'APEC ».

L'accord du 15 décembre 2014 et l'ensemble des avenants l'ayant modifié sont ainsi révisés, les dispositions non expressément visées par le présent avenant demeurant inchangées.

Article 3 – Dispositions générales

Article 3-1 – Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et sera déposé par la partie la plus diligente, conformément à l'article L2231-6 du Code du travail.

Il prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025, indépendamment de son extension qui sera demandée au ministère compétent par les signataires.

[Handwritten signatures and initials in blue ink, including 'PA', 'ST', and 'ST']

Article 3-2 – Suivi, révision et dénonciation

Le présent avenant fera l'objet d'un suivi par les partenaires sociaux réunis en Commission Prévoyance-Santé (CPS).

Il est rappelé par les parties signataires le caractère essentiel de la communication et de l'information des entreprises et des salariés concernés sur la mise en œuvre effective des dispositions du présent avenant à laquelle œuvreront particulièrement les organismes assureurs recommandés visés dans l'avenant du 3 octobre 2023.

Le présent avenant pourra faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation dans les conditions prévues par la convention collective et par les accords susvisés.

Article 3-3 – Dépôt et extension



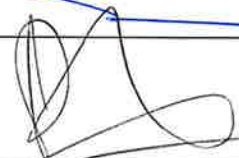

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L2231-6 et L2261-15 du Code du travail.

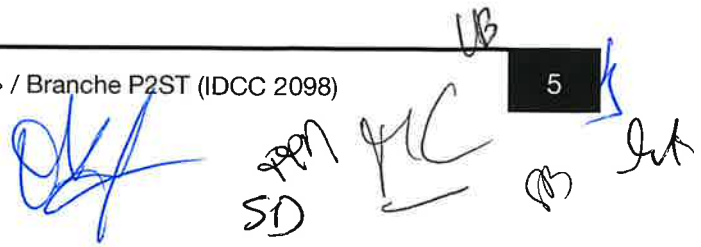
Article 3-4 – Application de l'avenant aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte-tenu de la nature et de l'objet du présent avenant, les partenaires sociaux confirment ne pas avoir entendu prendre de stipulations spécifiques à l'égard des entreprises de moins de 50 salariés.

Le présent avenant s'applique donc à l'ensemble des entreprises visées dans son champ d'application quel que soit leur effectif.

Fait à Paris, le 6 novembre 2024

Pour les organisations patronales		Pour les organisations syndicales	
FIGEC M. BATTISTA		CFDT-F3C M. CLÉRET	
SAR M. GINGEMBRE		CFE-CGC FNECS M. N'DIAYE PO DELVAL	



SIST Mme MAHIEU	<i>P/0</i> <i>[Signature]</i>	CFTC-CSFV M. OKOYO	<i>[Signature]</i>
SNPA M. LIXI	<i>[Signature]</i>	CGT-FSE Mme VICAINE	
SORAP M. MARTIN	<i>[Signature]</i> <i>PO</i>	FEC-FO Services M. FAINTRENIE	<i>PO</i> <i>[Signature]</i>
SP2C Mme ADAM	<i>P/0</i> <i>la délégation générale</i> <i>[Signature]</i>	SUD-SOLIDAIRES M. MADELIN	
SYNAPHE Mme RAMÉ	<i>[Signature]</i> <i>PO</i>		